

LETTRE OUVERTE N°001

La marche pacifique du 27 avril 2021 au Tchad, organisée par la coordination Whakit Tamma pour protester contre le coup d'État perpétré par le Conseil Militaire de la Transition (CMT), a été violemment réprimée. Le bilan provisoire fait état de plus d'une dizaine de morts, d'une cinquantaine de blessés ainsi que de centaine d'arrestations arbitraires.

Ne voulant pas céder aux intimidations du régime illégal et illégitime, souhaitant exprimer sa détermination à exercer librement son droit fondamental et à exiger le retour à l'ordre constitutionnel, l'organisation d'un dialogue inclusif et le rejet de l'ingérence française au Tchad, le Peuple Tchadien souverain descendra pacifiquement demain, samedi 8 mai 2021 sur l'ensemble du territoire national pour exprimer son raz-bol.

A cet effet, nous, Tchadiens de la diaspora, informons la communauté nationale et internationale qu'il nous est parvenu que M. Souleyman Abakar Adam, ministre de la sécurité publique et de l'immigration de la junte militaire, aurait reçu mission de casser la contestation populaire pacifique par tous les moyens, y compris en dotant des civils d'armes à feu pour réprimer les manifestants pacifiques et intimider les défenseurs des droits de l'homme et les leaders religieux qui soutiennent les manifestations.

Tout en prenant à témoin l'opinion publique nationale et internationale sur les intentions belliqueuses et criminelles de la junte au pouvoir, nous nous réservons le droit d'engager des poursuites judiciaires auprès des juridictions internationales contre ces fossoyeurs de la démocratie et de l'État de droit.

Nous tenons à féliciter le peuple tchadien pour sa détermination à se débarrasser d'un régime trentenaire impopulaire qui continue par lui faire subir toutes les humiliations du monde.

Pour le groupe de concertation des Tchadiens de la Diaspora,
M. Haroun Zorrino
Tél. :+41 79 751 07 63
Email : Tchadcitoyen2020@gmail.com

Ampliations :

- | | |
|--------------------------|----------|
| - UNION AFRICAINE | - ACAT |
| - CPI | - FIACAT |
| - AMENESTY INTERNATIONAL | - FIDH |
| - ONU | - RADHO |
| - UNION EUROPÉENNE | - REDHAC |